

lettre

FRC 3.27046
Case
FRC
23588

LETTRE

DU MAIRE DE PARIS

A SES CONCITOYENS,

A l'occasion de celle adressée par le Roi
à la Municipalité de Paris.

CITOYENS,

Il m'étoit difficile de prévoir qu'une réquisition, simple en elle-même, dictée par la prudence, confiée à celui à qui la Loi a remis le dépôt de la force armée de la Capitale, deviendrait une affaire grave, portée au Tribunal de l'opinion.

Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons sont difficiles; les esprits sont agités; des Etrangers, dont la plupart sont très-suspects, affluent à Paris; la France entière en conçoit des inquiétudes; on parle hautement de projets de contre-révolution; l'on parle d'exciter des mouvemens violens, au milieu desquels on commettrait des attentats & on enlèveroit le Roi.

Des lettres, des avis sans nombre, dénoncent ces faits & les environnent, les uns de vraisemblances, les autres de preuves.

Le 23 Mai étoit le jour fixé par l'Assemblée Nationale, pour une discussion importante; ce jour étoit attendu avec une vive impatience.

Je vis la veille plusieurs Citoyens qui me dirent qu'il y avoit des mouvemens extraordinaires au Château. Je reçus une lettre qui m'annonçoit positivement que la scène des poignards devoit se renouveler. Le soir, à dix heures, une femme, très-digne de foi, vint me faire part de quelques détails qui n'étoient pas à négliger. Dans le même moment différentes personnes m'assurèrent que des rassemblemens commençoient à se former autour des Tuileries, & me pressèrent avec instance de prendre des mesures. M'étoit-il permis de rester dans l'inaction? L'indifférence eût été un délit.

J'écrivis la lettre suivante, le 22, à dix heures & demie du soir :

« Plusieurs personnes, M. le Commandant-
 » général, me font part d'inquiétudes sur le dé-
 » part du Roi pour cette nuit; on parle aussi,
 » pour cette nuit, de mouvemens & d'émeutes.
 » On accompagne le tout de probabilités & d'in-
 » dices. Je vous prie, en conséquence, de ne pas
 » perdre un instant, & de prendre toutes les
 » mesures d'observation & de prudence, de mul-
 » tiplier les patrouilles dans les environs, & de
 » les rendre nombreuses. »

Il me semble que cette lettre est sage & con-
 çue dans les termes les plus mesurés.

Que j'aie eu le droit de l'adresser à M. le
 Commandant-général; que j'aie eu le droit d'en-
 gager ce dernier à employer tous les moyens de
 prudence & à multiplier les patrouilles? C'est
 ce qui ne peut pas faire de doute. Il s'est glissé
 à cet égard, une erreur très-remarquable dans la
 Lettre du Roi: Par la Constitution, le Roi,
 comme chef suprême de l'administration, peut
 donner des ordres au Département, qui les transf-

3

met aux Municipalités , & voilà la chaîne descendante; mais pour toutes les fonctions qui sont dans l'essence des pouvoirs municipaux , comme la Police qui leur est attribuée , les Municipalités exercent ces fonctions immédiatement & sans recevoir d'ordres ; les Départemens les surveillent & le Roi domine sur le tout ; voilà la chaîne ascendante. Il n'est donc pas exact de dire que je devois prendre les ordres du Roi ; car alors ce feroit lui qui feroit la Police de Paris, qui communiqueroit ses volontés au Maire, lequel les feroit passer au chef de la Garde. Le Roi se trouveroit même, par-là, commander la Garde-Nationale, qui, par la Loi, n'est pas entre ses mains.

Je crois donc que ma lettre, en elle-même, étoit prudente, & que j'avois caractère pour l'écrire. Je dirai plus : que j'en avois l'obligation.

Elle ne devoit être connue que de M. le Commandant & de moi, comme toutes celles que je lui écris pour l'ordre du service & le maintien de la tranquillité publique. Ici, je veux croire qu'il n'y a qu'indiscrétion de la part de M. le Commandant, ou de celui à qui il a confié ma lettre ; mais l'intrigant qui l'a remise au Roi, & qui a cherché, à quelque prix que ce fût, à lui donner de la publicité, a manifestement eu de mauvaises intentions, celle, par exemple, de *faire croire* que le Roi n'étoit pas libre, qu'on cherchoit à l'enchaîner. On fait que c'est le système favori, & constamment suivi d'une classe d'hommes, ennemie implacable de notre Révolution & de notre Constitution.

Le Roi regarde comme une horrible calomnie le bruit que l'on a répandu de son départ. Eh bien ! qui est-ce ce qui a accredité ce bruit ? Ce

⁴
sont ceux qui ont donné de la publicité à une lettre confidentielle.

Mais, puisqu'elle est sous les yeux de tout le monde, je demande qu'on la juge avec sévérité : tout homme impartial remarquera sans peine que si le Roi, lui-même, avoit eu des précautions à prendre pour la tranquillité publique & pour la sûreté de sa personne, il n'en eût pas imaginé d'autres.

Eût-il voulu résister à un parti de factieux, qui eût tenté de le ravir à la Nation ? Il auroit commandé *force & surveillance*.

Eût-il voulu empêcher que des malveillans se précipitassent en foule dans le Château ? Il auroit commandé *force & surveillance*.

Qu'ai-je requis ? *Force & surveillance*. Qu'ai-je fait ? J'ai veillé, quand mes Concitoyens dormoient.

PETITION.

Paris, le 24 Mai, l'an

4^{me} de la Liberté.

De l'Imprimerie de LOTTIN l'aîné, & J. R. LOTTIN,
Imprimeurs de la Municipalité, rue S.-André-des-Arcs,
n° 27, 1792.